



ISSN :3085_5055

العدد الثاني عشر_ أبريل 2026

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

Les facteurs structurels d'échec de la CEDEAO dans la gestion des crises sous-régionales

Wiame Hakim

Doctorante ; DROIT PUBLIC ET SCIENCES POLITIQUES

FACULTE DES SCIENCES JURIDIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES

AGDAL

wiamihakim@gmail.com

Introduction

Depuis la fin de la guerre froide, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est progressivement affirmée comme un acteur incontournable de la sécurité régionale. Initialement conçue comme une organisation d'intégration économique, elle a progressivement élargi son champ d'action aux questions politiques et sécuritaires, notamment à travers l'adoption du Protocole de 1999 relatif au mécanisme de prévention, de gestion et de règlement des conflits. Cette évolution témoigne d'une volonté des États membres de répondre collectivement aux crises qui affectent la sous-région.

Toutefois, malgré cette ambition et les instruments juridiques mis en place, la CEDEAO peine à s'imposer comme un acteur pleinement efficace dans la gestion des crises contemporaines. L'environnement sécuritaire ouest-africain s'est profondément transformé au cours des dernières décennies, avec l'émergence de menaces multidimensionnelles combinant terrorisme, criminalité transnationale, instabilité politique et fragilité des États. Ces évolutions ont mis en évidence les limites structurelles de l'organisation.

Dès lors, l'analyse des facteurs d'échec de la CEDEAO apparaît essentielle pour comprendre les obstacles qui entravent son action. Ces facteurs peuvent être regroupés autour de quatre dimensions



ISSN :3085_5055

العدد الثاني عشر_ أبريل 2026

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

principales : le déficit de consensus politique entre les États membres, la faiblesse institutionnelle de l'organisation, les contraintes financières et, enfin, la complexité croissante des crises sécuritaires. L'étude de ces éléments permet non seulement d'éclairer les difficultés actuelles de la CEDEAO, mais également de dégager des pistes de réforme pour renforcer son efficacité.

I. Le déficit de consensus entre les États membres : une contrainte politique structurelle

Le fonctionnement de la CEDEAO repose largement sur la coopération interétatique et la recherche du consensus. Si ce principe constitue un fondement de la légitimité de l'organisation, il représente également une contrainte majeure dans la gestion des crises.

En effet, les États membres poursuivent des intérêts nationaux souvent divergents, ce qui limite la capacité de l'organisation à adopter des positions communes. Comme le souligne Akinola, la gestion régionale des crises s'inscrit dans une logique d'économie politique où les États privilégient leurs intérêts stratégiques³. Cette réalité se traduit par des désaccords fréquents dans les processus décisionnels, notamment lors des crises politiques récentes en Afrique de l'Ouest.

Les transitions politiques au Mali, en Guinée et au Burkina Faso illustrent ces difficultés. La CEDEAO a adopté des sanctions et engagé des médiations, mais ces actions ont souvent été affaiblies par des divergences internes entre États membres. Certains pays ont adopté des positions plus conciliantes, tandis que d'autres ont plaidé pour des mesures plus fermes, ce qui a compromis la cohérence de l'action régionale.

Par ailleurs, les asymétries de puissance au sein de la CEDEAO accentuent ces tensions. Le poids économique et militaire de certains États, notamment le Nigeria, leur confère une influence



ISSN :3085_5055

العدد الثاني عشر_ أبريل 2026

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

disproportionnée dans les décisions régionales. Cette situation peut être perçue comme une forme de domination, suscitant des réticences chez les États plus faibles et fragilisant la solidarité régional.

La lenteur des processus décisionnels constitue également une conséquence directe du manque de consensus. Dans un contexte de crises rapides et évolutives, ces délais peuvent avoir des conséquences graves. Comme le souligne Mills, la capacité de la CEDEAO à prévenir les coups d'État reste limitée en raison de la difficulté à parvenir à des décisions rapides et consensuelles.

Ainsi, le déficit de consensus apparaît comme un facteur structurel qui limite l'efficacité de la CEDEAO. Il reflète les tensions inhérentes à toute organisation intergouvernementale, mais il est particulièrement problématique dans un contexte de crises nécessitant des réponses rapides et coordonnées.

II. La faiblesse institutionnelle : un obstacle à l'efficacité opérationnelle

Au-delà des contraintes politiques, la CEDEAO est confrontée à des limites institutionnelles qui entravent sa capacité d'action. Malgré l'existence d'un cadre normatif relativement avancé, les institutions de l'organisation restent fragiles et insuffisamment adaptées aux défis contemporains.

Le système d'alerte précoce constitue un exemple révélateur de ces limites. Conçu pour anticiper les crises, il souffre de lacunes importantes dans la collecte, l'analyse et la diffusion des informations. Ces insuffisances réduisent la capacité de l'organisation à prévenir les conflits et à intervenir en amont.

Par ailleurs, le manque de coordination entre les différents organes de la CEDEAO constitue un obstacle majeur. Les actions de médiation, les opérations de maintien de la paix et les initiatives de



ISSN :3085_5055

العدد الثاني عشر_ أبريل 2026

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

reconstruction post-conflit sont souvent menées de manière fragmentée, sans réelle synergie.. Cette fragmentation limite l'efficacité globale des interventions.

Les ressources humaines constituent également un point de faiblesse. Les institutions de la CEDEAO manquent de personnel qualifié et expérimenté pour faire face à des crises de plus en plus complexes. Les défis liés au terrorisme, à la cybercriminalité ou aux crises climatiques nécessitent des compétences spécialisées qui font souvent défaut.

En outre, la mise en œuvre des décisions adoptées au niveau régional demeure problématique. L'absence de mécanismes contraignants et le manque de volonté politique de certains États membres limitent l'effectivité des résolutions. Cette situation affaiblit la crédibilité de la CEDEAO et réduit son impact sur le terrain.

Ainsi, la faiblesse institutionnelle de la CEDEAO constitue un frein majeur à son efficacité. Elle souligne la nécessité de renforcer les capacités techniques et organisationnelles de l'institution.

III. Les contraintes financières : une dépendance limitant l'autonomie

Les difficultés financières représentent un autre facteur clé d'échec de la CEDEAO. L'organisation dépend largement des financements extérieurs pour mener ses activités, ce qui limite son autonomie stratégique.

Comme le souligne Vanheukelom, cette dépendance s'inscrit dans une dynamique plus large caractérisant les organisations régionales africaines. Les ressources internes restent insuffisantes, ce qui contraint la CEDEAO à s'appuyer sur des partenaires internationaux.



ISSN :3085_5055

العدد الثاني عشر - أبريل 2026

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

Les contributions des États membres sont souvent irrégulières et insuffisantes. Les contraintes budgétaires nationales, les crises économiques et les priorités internes limitent la capacité des États à financer l'organisation. Cette situation crée des déséquilibres et renforce la dépendance vis-à-vis des bailleurs extérieurs.

L'absence de mécanismes innovants de financement constitue également une faiblesse structurelle. Contrairement à d'autres organisations régionales, la CEDEAO n'a pas pleinement développé des instruments tels que les taxes communautaires ou les partenariats public-privé.

Les conséquences de ces contraintes financières sont importantes. Les opérations de maintien de la paix souffrent d'un manque de ressources, ce qui limite leur efficacité. De même, les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) sont souvent interrompus ou retardés¹⁴.

Ainsi, la dépendance financière de la CEDEAO constitue un obstacle majeur à son efficacité. Elle limite sa capacité à agir de manière autonome et à répondre rapidement aux crises.

IV. La complexité des crises sécuritaires : un défi multidimensionnel

La transformation des crises sécuritaires en Afrique de l'Ouest constitue un défi majeur pour la CEDEAO. Les menaces contemporaines sont caractérisées par leur complexité et leur dimension transnationale.

Le terrorisme s'est imposé comme une menace centrale dans la région. Des groupes armés exploitent les fragilités des États et les frontières poreuses pour étendre leur influence. Ces dynamiques s'inscrivent dans un système de conflits imbriqués, où se superposent différentes formes de violence².



ISSN :3085_5055

العدد الثاني عشر - أبريل 2026

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

La criminalité transnationale organisée joue également un rôle important dans la déstabilisation de la région. Les trafics illicites, notamment d'armes et de drogue, alimentent les conflits et renforcent les groupes armés.

Face à ces défis, les mécanismes traditionnels de la CEDEAO apparaissent inadaptés. Les opérations de maintien de la paix, conçues pour des conflits interétatiques ou des crises politiques classiques, peinent à répondre à des menaces asymétriques telles que le terrorisme.

Enfin, la coordination avec les acteurs internationaux demeure insuffisante. Les chevauchements de mandats et les divergences stratégiques limitent l'efficacité des interventions collectives.

Ainsi, la complexité des crises sécuritaires constitue un défi majeur pour la CEDEAO. Elle nécessite une adaptation des stratégies et des outils d'intervention.

Conclusion

L'analyse des facteurs d'échec de la CEDEAO met en évidence des contraintes structurelles profondes qui limitent son efficacité dans la gestion des crises sous-régionales. Le déficit de consensus politique, la faiblesse institutionnelle, les contraintes financières et la complexité des crises sécuritaires constituent des obstacles majeurs à l'action régionale.

Toutefois, ces limites ne sont pas insurmontables. Des réformes structurelles, combinant renforcement institutionnel, autonomie financière et adaptation aux nouvelles menaces, pourraient permettre à la CEDEAO de consolider son rôle en tant qu'acteur central de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest.